

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
ET EUROPÉENNES

**DIRECTION DE LA COMMUNICATION ET DU PORTE-PAROLAT**  
*Sous-direction de la presse*

**POINT DE PRESSE DU 27 janvier 2012**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères et européennes a fait les déclarations et a répondu aux questions suivantes :

**1 - Agenda**

**Q - Quel est l'objet de cette conférence à l'IEP mercredi prochain ?**

**R - Il s'agira d'une conférence sur l'actualité internationale, l'état du monde, la politique étrangère de la France, comment se présente le monde aujourd'hui et comment la diplomatie française y travaille.**

**Q - Cette conférence sera-t-elle retransmise en direct sur un site?**

**R - Oui**

**Q - J'ai lu dans une presse généralement très bien informée la citation suivante : «Juppé a demandé à son Cabinet d'alléger son agenda diplomatique pour être pleinement dans la campagne», indique-t-on au Quai d'Orsay. Dans quel domaine cet agenda est-il allégé et pour quel pays ?**

**R - Ce n'est pas du tout officiel et j'aimerais savoir qui est le «on». De ce que je peux voir de ma très modeste fenêtre de porte-parole, je puis assurer que son rythme de travail ici n'a pas baissé d'intensité. Je relève enfin que lorsqu'il a présenté ses vœux à la presse, M. Alain Juppé a souligné et insisté sur le fait qu'il n'y aurait pas de pause. Beaucoup de problèmes importants et sérieux sont sur la table et sur lesquels la diplomatie française travaille d'arrache-pied quelque soit le contexte ou les circonstances. Le ministre d'État n'a pas le temps de se mettre sur pause**

**2 - Iran - Arrestations de journalistes**

**La France condamne avec la plus grande fermeté les récentes arrestations de journalistes en Iran. Elle est par ailleurs extrêmement préoccupée par la situation des blogueurs Saeed Malekpour et Vahid Asghari dont la condamnation à mort vient d'être confirmée par les tribunaux iraniens. Elle rappelle son opposition à la peine de mort en toutes circonstances et son attachement à la liberté d'expression. Elle demande aux autorités iraniennes la révision de ces décisions inacceptables.**

**À l'approche des élections législatives du 2 mars, ces arrestations et condamnations, comme les brouillages de certains médias, le contrôle et la censure d'internet, constituent de nouvelles entraves inacceptables aux droits fondamentaux des citoyens iraniens à une information libre et objective.**

**Nous appelons les autorités iraniennes à respecter de manière effective les engagements internationaux auxquels elles ont souscrit et, en particulier, à garantir le plein exercice de la liberté d'opinion et d'expression et le respect de la liberté de la presse et du droit à l'information.**

### 3 - Processus de Paix au Proche-Orient - Relance nécessaire des négociations directes

La France, qui est préoccupée par les risques d'une nouvelle impasse du processus de paix, soutient les efforts en cours pour relancer des négociations directes. Il est important que les parties présentent aussi rapidement que possible des propositions détaillées en matière de frontières et de sécurité.

La France appelle de nouveau les parties à créer les conditions d'un dialogue pérenne : des mesures permettant de renforcer la confiance sont attendues. Elle les appelle également à s'abstenir de gestes unilatéraux et de provocations, tels que la poursuite de la colonisation israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

Toutes ces attentes sont également celles de nos partenaires européens, comme nous l'avons collectivement rappelé à travers les conclusions du Conseil Affaires étrangères du 23 janvier.

La France continue à estimer qu'afin de favoriser une relance durable des négociations, une réflexion sur la méthode d'accompagnement international du processus de paix doit être engagée, comme l'a redit dernièrement le président de la République dans ses vœux au corps diplomatique.

Q - Je lis : «les risques d'une nouvelle impasse». Jusqu'à présent, vous considérez donc qu'il n'y avait pas d'impasse ?

R - Non. Ce qui nous importe, ce sont trois choses.

Premièrement, il faut que le dialogue s'enclenche et se poursuive,

Deuxièmement, il faut que ni l'une ni l'autre des parties ne prennent d'initiatives qui viendraient menacer ce processus de dialogue,

Et troisièmement, ce qui nous semble important, c'est qu'une réflexion s'engage très rapidement, comme l'a dit le président de la République vendredi dernier, sur un nécessaire changement de méthode d'accompagnement international. Il est important de maintenir à l'œuvre ce dialogue car si rien n'est fait, le risque d'impasse sera bien réel, avec toutes les conséquences que l'on peut imaginer.

Q - Selon toutes les déclarations qui ont été faites on doit donc considérer que le parrainage jordanien est bien mort et qu'il n'y aura pas de suivi.

R - Je n'ai pas dit cela.

Q - Non, je vous demande juste si vous partagez cette analyse. Par ailleurs, la France n'estime-t-elle pas qu'il faudrait relancer l'idée d'une conférence internationale, pas seulement avec les donateurs mais aussi avec un volet politique qui rassemblerait tout le monde ?

R - Il faut maintenir une dynamique de dialogue et ce qui s'est passé en Jordanie au cours des dernières semaines est tout à fait positif.

Q - Oui, mais cela n'a rien donné.

R - En effet, mais il faut continuer dans cet effort de recherche de solutions. Une conférence internationale, pourquoi pas, notre proposition est toujours sur la table, mais ce qu'il serait important de faire aujourd'hui c'est de trouver un moyen pour qu'il y ait une véritable réflexion sur un nécessaire changement de méthode d'accompagnement du processus comme le chef de l'État l'indiquait la semaine dernière.

### 4 - 34ème colloque international de l'Alliance française (30- 31 janvier - 1er février)

**Le 34ème colloque international de l'Alliance française se tiendra les 30, 31 janvier et 1er février prochains, à Paris, au siège de la Fondation Alliance française. Il réunira plus de 500 présidents de comité et directeurs d'alliances du monde entier.**

**Le ministre d'État, M. Alain Juppé, est très attaché à cette grande institution culturelle. Lors du colloque consacré à la diplomatie culturelle en décembre dernier, il avait ainsi rappelé combien «cette construction duale, à la fois publique et associative, est, encore aujourd'hui, sans équivalent dans le monde. Elle est pour nous une richesse considérable».**

**Cette 34ème édition, intitulée «Vers quoi?» traitera notamment de l'avenir des langues et de la culture dans la mondialisation. Elle sera inaugurée par M. Jacques Attali, écrivain, président de PlaNet Finance, et par Mme Anne Hidalgo, première adjointe au maire de Paris.**

**Les participants seront reçus par M. Henri de Raincourt, ministre chargé de la Coopération au Quai d'Orsay, dans la soirée du 30 janvier.**

**Le réseau des Alliances françaises, associatif et indépendant, compte aujourd'hui près de 900 alliances françaises présentes sur les 5 continents, dans 136 pays. Elles accueillent près de 500.000 étudiants par an et œuvrent à la promotion de la langue et de la culture françaises, au débat d'idées, ainsi qu'au dialogue des cultures.**

**La Fondation et le réseau des Alliances françaises à l'étranger bénéficient du soutien financier du ministère des Affaires étrangères et européennes et font ainsi, aux côtés des 91 Instituts français, partie intégrante du réseau français de coopération culturelle à l'étranger.**

**Ce sera l'occasion pour M. de Raincourt de rappeler notre volonté de continuer à travailler très étroitement et de soutenir le travail extraordinaire et remarquable qu'effectuent les alliances françaises sur les cinq continents.**

**Ce sera une rencontre de mobilisation auprès de l'action culturelle extérieure de la France en faveur de la diversité linguistique dans le monde, une manifestation tout à fait importante.**

**Q - Dans le texte il n'est pas fait mention de la Convention qui devrait être signée au mois de mars entre les Alliances françaises et le ministère des Affaires étrangères. Pouvez-vous nous en dire un peu plus ?**

**R - Ce n'est pas l'objet du colloque, c'est pour cela que nous ne l'avons pas évoqué aujourd'hui. Cette convention permettra de réaménager les relations opérationnelles entre le ministère des Affaires étrangères et européennes avec l'Alliance française d'une part et d'autre part, d'en préciser les déclinaisons opérationnelles sur le terrain. La convention qui régit actuellement ce travail en commun court jusqu'en 2013, ce sera donc l'occasion de poser les bases de son renouvellement. Nous sommes très attachés à travailler de manière très étroite avec les Alliances, soutenir partout dans le monde ce travail exceptionnel que font les Alliances françaises en faveur de la promotion et de l'enseignement de la langue française, de la diffusion et de la promotion de la culture française et en faveur du dialogue entre les cultures.**

**Tous les agents du ministère qui ont eu une expérience du travail sur le terrain à l'étranger ont tous en mémoire ce travail remarquable et le travail en commun que nous faisons avec l'Alliance française partout dans le monde.**

**Q - Puisque l'on est en train d'organiser la coopération internationale avec la Libye au niveau radiophonique, télévisuel, l'Alliance française est-elle dans le lot ? Va-t-on rouvrir une Alliance en Libye pour tout cela ?**

**R - Vous savez, en France, l'Alliance française est une association qui relève de la loi de 1901. Et sur le terrain, ce sont des associations qui se forment localement. Par exemple, à Saint-Domingue, l'Alliance française du pays est une association de droit privé dominicain qui est constituée et qui reçoit l'appui de l'Alliance française de Paris, l'appui des services culturels du ministère des Affaires étrangères, celui de l'ambassade également.**

**Ce sont des initiatives prises localement par des personnalités locales.**

Lorsque M. Alain Juppé s'était rendu en Libye, il a ouvert un Institut français à Benghazi. Et en effet, comme vous l'avez souligné, avec la Libye, nous sommes en train de réamorcer tous les vecteurs de nos coopérations dans tous les domaines avec ce pays. Rien n'empêche qu'une alliance française voit le jour en Libye, bien au contraire.

## 6 - Syrie

Q - Est-ce que les discussions progressent à New York au sujet de la Syrie?

R - Je voudrais faire un nouveau bilan des personnes qui ont trouvé la mort hier en Syrie. Le chiffre s'élève à plus de 75 personnes pour une seule journée, cela fait beaucoup. Cela souligne, comme nous le dénonçons depuis si longtemps, la sauvagerie de la répression qui continue à s'exercer.

S'agissant de la mobilisation diplomatique pour essayer de changer le cours de l'histoire dans ce pays martyrisé par son propre régime, je voudrais dire que les discussions se poursuivent à New York. Il doit y avoir des discussions cet après-midi sur un projet de résolution au Conseil de sécurité. Mardi prochain il doit y avoir une réunion du Conseil de sécurité devant lequel se présentera le secrétaire général de la Ligue arabe pour exposer le bilan de la mission d'observation de la Ligue arabe et pour présenter le plan que la Ligue arabe a établi pour faire cesser la violence et engager une transition politique. Notre objectif est que les choses aillent vite. C'est la raison pour laquelle nous travaillons avec tout le monde.

Nous attachons un grand prix au fait que ce soit la Ligue arabe qui ait demandé à s'exprimer devant le CSNU pour présenter son plan de retour à la paix civile et de transition politique.

Nous travaillons avec la Ligue arabe à ce qu'une telle réunion permette au Conseil de sécurité de sortir de son silence scandaleux qui dure depuis trop longtemps.

Nous pensons qu'avec les propositions de la Ligue arabe, la communauté internationale dispose d'une base sérieuse pour que cesse le martyr du peuple syrien et pour que s'ouvre une nouvelle étape pour ce pays.

Nous souhaitons l'adoption le plus rapidement possible d'une résolution du Conseil de sécurité qui apporte son soutien à la Ligue arabe.

Q - Est-ce que vous pouvez nous dire quelque chose sur le contenu du nouveau projet de résolution ?

Est-ce que vous êtes en mesure de confirmer que le nouveau projet contient uniquement un appel à la transition politique sans aborder la question des sanctions ?

R - Je ne suis pas en mesure de rentrer dans le détail du texte. Ce sont des premières discussions qui doivent se tenir aujourd'hui à New York. Dans le processus qui s'ouvre à New York il y aura une étape importante qui est celle de mardi prochain : la réunion du Conseil de sécurité avec le secrétaire général de la Ligue arabe. Nous souhaitons que les choses bougent, que le Conseil de sécurité puisse rapidement s'exprimer c'est-à-dire adopter rapidement une résolution parce que pendant que le Conseil de sécurité ne s'exprime pas, ce sont les Syriens qui meurent et il est grand temps de faire cesser cette violence. Nous travaillons dans un contexte diplomatique différent puisque c'est la Ligue arabe qui a demandé à venir au Conseil de sécurité pour présenter le résultat de la mission d'observation et pour présenter son plan. Dans ce contexte général, c'est un développement tout à fait important que nous soutenons avec certains de nos partenaires.

Q - J'ai remarqué au cours des derniers mois que très souvent vous avez précédé les bilans annoncés par l'ONU, c'était le cas je crois pour la barre des 4.000, des 5.000, des 5.400. L'ONU a récemment dit qu'elle n'était plus en mesure de donner des bilans. Qu'est-ce que vous allez faire ? Allez-vous continuer à établir vos propres bilans et les annoncer ou est-ce que vous considérez que vous êtes liés par ce que vient de dire l'ONU ?

R - Nous avons nos propres bilans. L'opposition fait également ce travail jour après jour. Le chiffre que je donnais tout à l'heure venaient de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme.

**Q - Vous n'avez pas des bilans globaux ?**

**R - Nous avons nos propres sources d'évaluation. Nous allons continuer d'observer de très près la situation parce qu'il y a des morts, des blessés, des disparus, parce qu'il y a des réfugiés, des personnes arrêtées, emprisonnées, torturées. On ne doit pas parler d'un bilan, mais de nombreux bilans de la répression qui se déclinent malheureusement en autant de drames. C'est pour cela que nous souhaitons l'adoption rapide d'une résolution du Conseil de sécurité et que nous appelons aujourd'hui à la fin de la violence pour qu'il soit mis un terme au martyre du peuple syrien.**

**Q - Est-ce que la France accepterait une résolution où il n'y aurait pas de sanctions internationales où il n'y aurait pas de blocus ?**

**R - Nous, ce qui nous importe c'est l'objectif.**

**L'objectif premier c'est la prise en compte de cet élément qu'on a vu monter en puissance au cours des dernières semaines et c'est pour cela que nous n'avons pas arrêté de dire que nous soutenons la mission de la Ligue arabe.**

**C'est une donnée tout à fait nouvelle. C'est pour cela que moi-même ici j'ai été appelé à dire que ce que faisait la Ligue arabe sur la Syrie, c'était au mois de novembre, était tout à fait inédit dans l'histoire de cette organisation.**

**Derrière tout cela, l'objectif est de ne plus avoir de bilan à faire sur les morts en Syrie.**

**Q - Pour la première fois ou presque le Conseil national syrien a tenu des propos rassurants adressés à l'opinion libanaise en affirmant notamment que s'il y avait un changement en Syrie en leur faveur, il n'y aurait pas de changement et que des dossiers délicats tels que le tracé des frontières et le problème des détenus en Syrie seraient ouverts ainsi que le respect par un éventuel nouveau régime de toutes les résolutions en général. Est-ce que cela vous inspire un commentaire, vous qui vous intéressez aux deux pays ?**

**R - Je rappelle que la France est l'amie du Liban. Ce qui nous intéresse c'est un Liban qui soit serein face à lui-même, à son environnement, à son avenir, un Liban qui soit mobilisé. Je crois que s'agissant du Liban, tout a été dit par le président de la République il y a exactement une semaine. Il faut reprendre mot à mot, virgule par virgule, la citation complète de ce qu'il a dit sur le Liban qui résume toute la position française vis-à-vis de ce pays et qui qualifie la relation que nous avons avec le Liban. Le président de la République a tout dit ce jour-là. A l'avenir, ce que nous voulons c'est que le Liban et la Syrie parviennent à régler tous leurs problèmes et contribuent l'un et l'autre à des relations entre les deux pays qui soient des relations apaisées, qui soient des relations de coopération et qui soient des relations tournées vers l'avenir. Ces déclarations d'intention du Conseil national syrien vont tout à fait dans le bon sens. Nous sommes trop attachés à la stabilité du Liban, à son développement, au respect de l'intégrité et de la souveraineté internationale du Liban pour ne pas prêter attention à de telles déclarations d'intention qui vont dans le bon sens.**

**Je rappelle combien malheureusement en différentes occasions nous avons condamné l'attitude des autorités syriennes qui se sont livrées à des incidents frontaliers, à des violences contre des citoyens libanais tout à fait inacceptables que nous avons condamnées.**

**J'ai en tête cet incident qui s'est passé au large des côtes la semaine dernière, je crois, où nous avons vu un enfant de 14 ans qui a été tué, l'un de ses oncles arrêté, un autre membre de sa famille blessé également. Tout cela est évidemment inacceptable. La France est très attentive à tout cela.**

**Q - Pendant que la diplomatie internationale suit son cours, ce qui doit sembler assez long pour certains Syriens, la situation sur le terrain évolue. Il y a de plus en plus d'affrontements armés entre l'armée dite libre syrienne et les forces de sécurité syriennes. Le Conseil National syrien demande non pas des armes mais de l'aide comme du matériel de communication et de la nourriture. Est-ce que vous avez été saisis par le Conseil d'une telle demande ? Est-ce que l'Europe envisage d'intervenir pour une aide quasi-humanitaire mais de défense ?**

R - D'abord, en ce qui concerne la situation à laquelle nous assistons actuellement, c'est précisément sur l'arrêt de la violence que nous sommes mobilisés. Si les Syriens se retrouvent dans cette situation, c'est la responsabilité totale du régime syrien. C'est le premier point et je crois qu'il est important de le rappeler.

S'agissant du Conseil National syrien, je redis comme on l'a indiqué très souvent, le ministre lui-même l'a montré, nous sommes en contact avec toute l'opposition syrienne partout et tout le temps. Nous les recevons tous. Nous sommes en contact avec eux tout le temps.

Troisième point, s'agissant de ces demandes d'aide que vous rappelez, je crois que s'il y a des pays qui peuvent intervenir directement, ce sont les pays arabes. Nous allons voir aussi ce qu'ils ont à dire. Nous allons voir de quelle manière la Ligue arabe pourrait répondre à ces appels. Nous avons engagé il y a quelques mois à la demande du Conseil National syrien une réflexion sur des accès humanitaires. La situation ne l'a pas encore permis mais il est évident que le point central est de tout mettre en œuvre pour que le régime de Damas arrête de tirer sur sa population. C'est l'évidence même.

## 7 - Iran - Sanctions européennes

Q - L'Iran menace par la voie de son parlement d'arrêter les exportations de pétrole vers l'Union européenne dès la semaine prochaine. Je pense que l'on a dû envisager cela lorsque l'on a introduit nos sanctions la semaine dernière. Est-ce qu'il y a des mesures envisagées si l'Iran stoppe tout de suite ses exportations ? Cela serait un problème pour certains pays puisqu'il y a ce délai de six mois.

R - Je vous invite à prendre contact avec d'autres ministères s'agissant de cette question de l'approvisionnement énergétique de l'Union européenne. Je crois que ce qui est important de rappeler au sujet des déclarations iraniennes, c'est que ce petit jeu de déclarations de tel ou tel responsable iranien identifié ou pas, anonyme ou pas, est pratiqué avec un art consommé.

Cela étant, nos fondamentaux sont très clairs. D'abord s'agissant du dialogue, nous attendons toujours que les Iraniens répondent officiellement à la dernière proposition de dialogue en date que Mme Ashton leur avait adressé le 21 octobre dernier. Il n'y a toujours pas eu de réponse. Nous l'avions fait également lors des deux rencontres que nous avons eues avec les Iraniens à Genève en décembre 2010 et à Istanbul en janvier 2011. Ils n'ont toujours pas répondu.

Nous attendons que se manifeste, ce qui ne semble pas être le cas depuis malheureusement trop longtemps à Téhéran, une véritable volonté, une authentique et sincère volonté de la partie iranienne pour discuter et pour apporter des réponses sérieuses et crédibles aux interrogations que suscite son programme de développement nucléaire, pour répondre aux interrogations et aux inquiétudes que soulèvent le dernier rapport de l'AIEA.

Sur ce point-là nous sommes toujours en attente de la part de l'Iran de faire la preuve de son engagement à dialoguer.

Sur le deuxième point, s'agissant des mesures arrêtées par l'Union européenne lundi dernier à Bruxelles, je rappellerai que ce sont des décisions qui sont évidemment très importantes et qui provoquent des réactions diverses à Téhéran. Mais Alain Juppé avait rappelé également à Bruxelles lundi dernier qu'en matière d'approvisionnement énergétique, les États-membres de l'Union européenne qui étaient concernés par des importations de pétrole iranien étaient en train de repenser complètement leur source d'approvisionnement et de trouver des sources alternatives d'approvisionnement. Ce processus est en cours./.